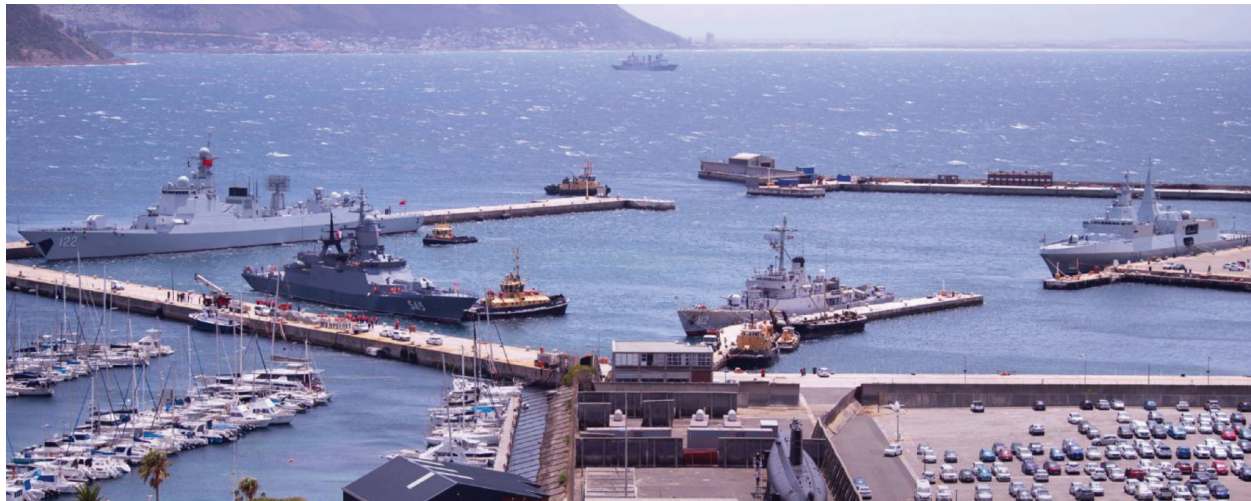


Par Paul Nantulya

11 février 2026

*Les efforts continus de la Chine pour intégrer les gouvernements africains dans ses architectures de sécurité mondiales risquent de compromettre la préférence de longue date de l'Afrique pour éviter d'être entraînée dans des camps géopolitiques rivaux.*



Des navires de guerre chinois, russes, iraniens et sud-africains ont accosté dans le port de Simon's Town, en Afrique du Sud, le 9 janvier 2026. (Photo : AFP/Rodger Bosch)

L'exercice « Will for Peace » (Volonté de paix) de janvier 2026, un exercice naval BRICS Plus de 9 jours dirigé par l'Armée populaire de libération chinoise (APL), a souligné l'utilisation croissante de la puissance militaire chinoise en Afrique pour faire avancer les objectifs géostratégiques de la Chine. Impliquant les forces navales russes, iraniennes, sud-africaines et chinoises au large de la province du Cap-Occidental en Afrique du Sud, cet exercice renforce le rôle de la Chine en tant que principale puissance organisatrice de ce bloc de sécurité émergent.

*Sans stratégies d'engagement externes claires qui définissent leurs intérêts nationaux à long terme, les pays africains risquent de s'enfoncer davantage dans le bloc géopolitique chinois.*

Cet exercice semble être une tentative de normalisation de la coopération militaire au sein du BRICS Plus, sans pour autant déclarer officiellement une alliance militaire. Bien que le BRICS, une coalition informelle entre le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud, ait été initialement conçu comme un bloc économique, il s'engage de plus en plus dans des activités géopolitiques.

La toute première participation de l'Iran marque une rupture significative par rapport aux précédentes éditions des exercices navals russes, chinois et sud-africains, et s'inscrit dans l'objectif plus large de la Chine d'étendre la dimension sécuritaire de l'alliance BRICS Plus (le bloc a ajouté l'Égypte, l'Éthiopie, l'Iran et les Émirats arabes unis en 2024 et l'Indonésie en 2025). La signification politique plus profonde de l'Iran a été particulièrement frappante étant donné qu'au moment des exercices navals, les autorités iraniennes menaient une répression brutale contre les manifestants, qui a entraîné la mort d'environ 6 000 à 12 000 civils iraniens. Le symbolisme de ces actions pour les exercices, et plus généralement pour l'alliance BRIC-Plus, a suscité de nombreuses critiques au niveau national en Afrique du Sud.

Les gouvernements africains justifient leurs engagements militaires avec la Chine en les présentant comme nécessaires pour répondre aux priorités urgentes du continent en matière de développement et de sécurité, mais aussi comme un moyen de maintenir des relations avec tous leurs partenaires dans un contexte de mutations géostratégiques mondiales. Néanmoins, sans disposer de stratégies d'engagement extérieur claires définissant les intérêts nationaux à long terme, des inquiétudes persistent quant au risque pour les pays africains de s'enfoncer davantage dans le bloc géopolitique chinois, permettant d'évaluer systématiquement les partenaires et de réajuster les politiques. Ces capacités restent en effet sous-développées.

## DÉCODER LES INTENTIONS STRATÉGIQUES DE LA CHINE

La Chine investit massivement pour s'assurer la participation de l'Afrique aux institutions mondiales qu'elle dirige afin de renforcer leur légitimité, de constituer des blocs de vote régionaux et de renforcer son influence dans le contexte des rivalités mondiales. Pékin a été le fer de lance de l'expansion des BRICS et a encouragé une coopération politique et sécuritaire plus approfondie dans le cadre d'initiatives telles que l'Initiative pour la sécurité mondiale (Global Security Initiative ou GSI) et l'initiative « Route et ceinture », également appelée « Belt and Road Initiative » (BRI).

*Les décideurs politiques chinois considèrent le BRICS Plus comme faisant partie d'une architecture mondiale alternative en matière de sécurité et de géopolitique.*

Les décideurs politiques chinois considèrent BRICS Plus comme faisant partie d'une architecture mondiale alternative en matière de sécurité et de géopolitique, destinée à contrebalancer les institutions occidentales et américaines. La Chine a été le principal défenseur de l'élargissement de la composition du groupe en 2024 et de l'ajout de nouveaux membres potentiels, notamment la Biélorussie, la Bolivie, Cuba, le Kazakhstan, la Malaisie, le Nigeria, la Thaïlande, l'Ouganda et l'Ouzbékistan.

Pékin a également encouragé la coordination politique et sécuritaire au sein du BRICS, notamment par la création d'un forum permanent pour les conseillers à la sécurité nationale, qui s'est réuni 15 fois depuis 2009. La Chine a encore élargi les échanges en matière de formation militaire professionnelle (PME) et les exercices militaires impliquant les membres du BRICS Plus, tout en évitant de qualifier officiellement le bloc d'alliance militaire.

Les efforts visant à normaliser la coopération en matière de sécurité du BRICS Plus dans le contexte africain s'appuient sur les précédents exercices militaires multilatéraux chinois. L'APL a mené entre 80 et 100 exercices conjoints avec la Russie depuis 2003. La Chine a également participé à une douzaine d'exercices avec la Russie et l'Iran et à trois exercices avec la Russie et l'Afrique du Sud depuis 2019.

## RENFORCEMENT DES ENGAGEMENTS SINO-AFRICAINS EN MATIÈRE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ

Le Plan d'action de Pékin (2024-2027) du Forum sur la coopération sino-africaine (FOCAC) se distingue par un nombre d'engagements militaires et sécuritaires plus important que tous les plans précédents, notamment l'intégration explicite au sein du GSI, des exercices conjoints, la formation de 6 500 militaires et policiers africains d'ici septembre 2027, et la coordination en matière de défense et de sécurité.

Au cours des 18 derniers mois, l'APL a mené trois exercices militaires en Afrique, chacun marquant un changement qualitatif. En août 2024, les exercices « Amani na Umoja » (Paix et unité) de deux semaines avec la Tanzanie et le Mozambique ont représenté le plus grand déploiement jamais réalisé par l'APL en Afrique. Contrairement aux exercices précédents qui s'appuyaient sur les groupes d'escorte anti-piraterie de la marine de l'APL dans le golfe d'Aden, cet exercice a déployé des unités directement depuis la Chine continentale, en utilisant des moyens de transport stratégiques de la marine et de l'armée de l'air, notamment des avions de transport Y-20 et des docks de débarquement amphibies de classe Yuzhao. Il comprenait à la fois des opérations terrestres en Tanzanie et des opérations navales dans les eaux mozambicaines, ce qui constituait une première dans les exercices de l'APL en Afrique.



Le navire de la marine iranienne IRIS Makran 441 près du Cap, en Afrique du Sud, le 8 janvier 2026. (Photo : AFP/Rodger Bosch)

Amani na Umoja 2024 comprenait le déploiement d'un bataillon de forces terrestres, aériennes, maritimes et spéciales chinoises, ainsi que la première participation de la Force de soutien logistique interarmées de l'APL et de la Force de soutien à l'information de l'APL en Afrique. Ces deux structures sont conçues pour renforcer les opérations expéditionnaires ou « en haute mer » (yuan hai, 远海) de la Chine. L'exercice a également intégré des forces adverses improvisées, des manœuvres interarmes et des débarquements amphibies, des capacités qui n'avaient jamais été démontrées auparavant dans les exercices de l'APL en Afrique.

La dynamique s'est poursuivie en avril 2025 lorsque l'armée de l'air de l'APL et l'armée de l'air égyptienne ont mené l'exercice « Eagles of Civilization » (Aigles de la civilisation) pendant 18 jours, le premier exercice de l'armée de l'air chinoise en Afrique. Il s'est à nouveau appuyé sur des avions Y-20 pour déployer du personnel depuis la Chine, avec le soutien de ravitailleurs en vol YY-20, d'au moins six avions de combat J-10C, d'avions d'entraînement J-10S et d'un avion de détection et d'alerte avancée KJ-500. L'exercice a mis l'accent sur les opérations aériennes et terrestres, la logistique, la coordination tactique et les scénarios de combat en temps réel, marquant ainsi une rupture avec les exercices symboliques ou scénarisés précédents de l'APL.

Les médias militaires chinois ont présenté les exercices Amani na Umoja 2024 et Eagles of Civilization 2025 comme des démonstrations de la capacité croissante de la Chine à projeter sa puissance (connue en Chine sous le nom de « capacités opérationnelles en mer lointain » (yuanhai jidong zuozhan nengli, 远海机动作战能力).

### *La militarisation croissante de la politique africaine de la Chine risque également de détourner l'attention des priorités de l'Afrique dans ses relations avec Pékin.*

Dans ce contexte, Will for Peace 2026 est un exemple de coalition interrégionale et d'interopérabilité, qui marque une expansion par rapport aux précédents exercices de l'APL spécifiques à la région africaine. Les analystes chinois ont souligné qu'il s'agissait du premier exercice multinational organisé dans le cadre du format BRICS Plus. Le cycle 2024-2027 du FOCAC reflète en outre l'expansion croissante de la Chine dans les opérations en haute mer et l'interopérabilité extra-régionale.

En octobre 2025, le 48<sup>ème</sup> groupe opérationnel d'escorte (ETG) de la marine de l'APL a été déployé dans le golfe d'Aden pour des patrouilles anti-piraterie, poursuivant une mission débutée en 2008 qui soutient également les escales dans les ports, la diplomatie de défense, les exercices conjoints et les missions non combattantes telles que l'évacuation de civils. Ce mois-là, le destroyer lance-missiles Baotou, rattaché au 47<sup>ème</sup> ETG, a effectué une escale technique de cinq jours à Mombasa, au Kenya, puis a mené un exercice de passage et de manœuvre avec la marine kenyane. Il s'agissait de la première visite navale chinoise au Kenya en près de six ans.

La marine de l'APL a effectué au moins 15 escales dans des ports africains entre 2024 et 2025, dépassant tous les totaux annuels précédents enregistrés dans les bases de données de l'APL, ce qui souligne l'expansion notable de la présence navale, de la portée et de la diplomatie de défense de la Chine en Afrique.

Entre août 2024 et juillet 2025, la Chine a envoyé des troupes pour participer aux défilés militaires de la fête de l'indépendance en Côte d'Ivoire, à Madagascar et aux Comores, une forme inhabituelle de diplomatie de défense dont l'intention stratégique n'est pas claire.

Conformément au plan FOCAC 2024-2027, la Chine est devenue le premier fournisseur d'armes en Afrique de l'Ouest (et le deuxième du continent dans son ensemble). Cela inclut le Sahel, où l'aide militaire chinoise aux régimes dirigés par des juntes au Burkina Faso, au Mali et au Niger a suscité la controverse. Ces juntes ont été sanctionnées et suspendues par l'Union africaine (UA) et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), ce qui place Pékin en contradiction avec les normes des organismes régionaux africains contre les prises de pouvoir anticonstitutionnelles. Le soutien continu de la Chine à ces régimes met en évidence les tensions dans les relations de sécurité entre l'Afrique et la Chine et soulève des questions quant à l'impact de l'aide chinoise en matière de sécurité sur la souveraineté populaire et la fragilité des États.

## **PARTICIPATION AFRICAINE À L'ARCHITECTURE DE SÉCURITÉ MONDIALE CHINOISE**

En 2024, le neuvième sommet du FOCAC a désigné l'Afrique comme « zone de démonstration » pour la GSI chinoise. Depuis septembre 2024, au moins dix activités liées à la GSI ont été mises en œuvre. Parmi les autres objectifs, la GSI donne la priorité à la sécurité des régimes (décrite dans la littérature du parti au pouvoir chinois comme le « maintien de la stabilité », ou *weiwen*, 维稳).

Outre le soutien militaire, et conformément aux formulations de la GSI, la Chine est également devenue plus active dans la formation et les normes en matière d'application de la loi en Afrique. Depuis 2024, les gouvernements chinois et africains ont organisé quatre réunions multilatérales au niveau ministériel sur l'application de la loi, notamment :

- Dialogue ministériel Chine-Afrique de l'Est sur la coopération en matière d'application de la loi et de sécurité (Pékin, septembre 2024)
- Réunion de l'Organisation de coopération des chefs de police d'Afrique de l'Est et protocole d'accord avec le ministère chinois de la Sécurité publique (Pékin, septembre 2024)
- Deuxième dialogue ministériel Chine-Afrique de l'Est sur la coopération en matière d'application de la loi et de sécurité (Kigali, Rwanda, novembre 2025)
- Séminaire Chine-Afrique sur la sécurité publique et la coopération en matière de sécurité avec l'Union africaine (Addis-Abeba, Éthiopie, décembre 2025)

En septembre 2025, des responsables de 40 pays africains ont participé au Forum mondial sur la coopération en matière de sécurité publique (Forum de Lianyungang), où la coopération en matière de sécurité publique liée à la GSI a occupé une place importante. Le ministère chinois de la Sécurité publique (MPS), principal organisme chargé de la mise en œuvre de la GSI, a organisé cet événement.

## *Les plateformes de sécurité dirigées par la Chine ont des implications majeures pour les normes de sécurité intérieure, la gouvernance et l'autonomie stratégique de l'Afrique.*

L'engagement africain s'est également accru dans les forums sur la sécurité dirigés par la Chine, notamment le Forum de Pékin Xiangshan, organisé par l'Académie des sciences militaires, qui élabore la stratégie militaire chinoise et conseille la Commission militaire centrale. Alors que le forum était initialement exclusivement axé sur la région Asie-Pacifique, il accueille des délégations africaines depuis 2019 et est parfois synchronisé avec le Forum Chine-Afrique sur la paix et la sécurité du FOCAC.

Le Forum juridique du FOCAC et le Forum de coopération sino-africaine en matière de poursuites judiciaires sont d'autres instances utilisées par la Chine pour renforcer son action en matière de sécurité. Ces forums forment des magistrats et des assistants juridiques africains, favorisent l'intégration juridique et développent la coopération en matière d'application de la loi.

## **INQUIÉTUDES CROISSANTES EN AFRIQUE CONCERNANT L'ADOPTION DES TACTIQUES POLICIÈRES CHINOISES**

Le rôle croissant de la Chine dans l'élaboration des structures de sécurité intérieure de l'Afrique suscite de plus en plus d'inquiétudes. L'analyse de chercheurs africains montre que cette aide renforce la capacité coercitive des gouvernements bénéficiaires, contribue aux violations des droits humains et permet la répression des partis d'opposition. À titre d'exemple, le transfert d'armes militaires, de dispositifs de brouillage radio, de technologies de surveillance, d'équipements d'écoute et de canons à eau aux forces de sécurité zimbabwéennes a permis au gouvernement de Robert Mugabe de bloquer les émissions des médias indépendants, d'écouter les activistes de l'opposition et de réprimer les rassemblements et les manifestations, pratiques qui se sont poursuivies sous Emmerson Mnangagwa.

L'analyse menée par des chercheurs africains montre que l'aide chinoise en matière de sécurité renforce la capacité coercitive des gouvernements bénéficiaires, contribue aux violations des droits humains et permet la répression des partis d'opposition.

La pression exercée par les coalitions civiques africaines a contribué à façonner les politiques de l'UA et des régions en matière de transferts d'armes, notamment en matière de surveillance, de responsabilité et de prévention des transferts incontrôlés lors d'événements sensibles tels que les élections. Néanmoins, les inquiétudes concernant les implications



Le destroyer lance-missiles chinois Tangshan, amarré près du Cap, en Afrique du Sud, le 6 janvier 2026. (Photo : AFP/Rodger Bosch)

politiques des transferts chinois dans des contextes fragiles et autoritaires continueront de croître, car le ministère chinois de la Sécurité publique mène davantage d'engagements en Afrique que le ministère chinois de la Défense et l'APL, souvent à l'abri du regard du public.

## IMPLICATIONS STRATÉGIQUES ET POLITIQUES POUR L'AFRIQUE

Les exercices navals des BRICS organisés par la Chine en 2026 doivent être considérés comme s'inscrivant dans le cadre d'un effort systématique visant à étendre la présence militaire de Pékin sur le continent tout en intégrant les pays africains dans les cadres de sécurité mondiaux de la Chine. Cette intégration croissante présente des risques potentiels pour la volonté souvent exprimée par les pays africains de rester non alignés dans un contexte de rivalités géostratégiques. La militarisation croissante de la politique africaine de la Chine risque également de détourner l'attention des priorités de l'Afrique dans ses relations avec Pékin, à savoir promouvoir le développement durable grâce à un développement accru des infrastructures, à l'investissement, à la valorisation africaine des chaînes d'approvisionnement et à l'amélioration des compétences.

Les réactions africaines à ces développements se reflètent dans des perspectives concurrentes :

**La couverture.** Selon certains gouvernements africains, un engagement plus profond avec les architectures de sécurité chinoises permet de diversifier les partenariats étrangers. Cela garantit l'accès à l'aide chinoise en matière de sécurité à des conditions relativement moins coûteuses, permet aux pays africains d'obtenir un soutien économique chinois plus important et souligne le droit des pays africains à choisir et à équilibrer leurs partenariats internationaux.

**Sécurité du régime.** Les partis au pouvoir, préoccupés par leur survie, pensent pouvoir tirer parti de leur accès au financement et aux équipements chinois en matière de sécurité pour contourner les sanctions occidentales (si celles-ci existent), renforcer l'emprise de leur régime sur le pouvoir politique, soumettre les partis d'opposition et renforcer leur légitimité diplomatique.

**Menace pour la démocratie.** De nombreux défenseurs de la société civile et de la démocratie en Afrique estiment qu'une coopération chinoise incontrôlée et non responsable en matière de sécurité peut renforcer la répression, en particulier dans les contextes où les gouvernements ont pris un tournant autoritaire. Selon cette perspective, l'adoption des pratiques chinoises en matière de sécurité intérieure sans contrôle citoyen contribuera à la détérioration des droits humains, au rétrécissement de l'espace démocratique et à l'affaiblissement de la responsabilité des gouvernements.

**Autonomie stratégique.** Les pays africains peuvent s'engager avec la Chine de manière à éviter le piège des blocs, à respecter les demandes du public en matière de contrôle et de responsabilité, à promouvoir les intérêts nationaux des pays africains et à parvenir à des résultats équilibrés et durables. Cela nécessite la formulation de stratégies nationales pangouvernementales pour s'engager avec la Chine de manière plus équitable et transparente, ainsi qu'une plus grande coordination au niveau national, régional, communautaire et de l'UA.

Ces perspectives concurrentes soulignent la nécessité pour les pays africains de formuler des stratégies nationales pour s'engager avec la Chine (et d'autres puissances étrangères) afin de garantir que ces accords servent les intérêts de la sécurité nationale africaine. Au niveau régional, les résolutions de l'UA sur la création d'un secrétariat pour la coordination avec la Chine et le renforcement de l'autorité représentative de l'organisme régional devraient être mises en œuvre pour soutenir la surveillance nationale. À cette fin, l'UA et ses organes compétents devraient continuer à impliquer les professionnels et les coalitions non gouvernementales africains afin de mobiliser l'expertise et de garantir la représentation des intérêts des citoyens. Enfin, l'UA et les gouvernements africains devraient renforcer les plateformes permettant de partager régulièrement les meilleures pratiques pour un engagement constructif avec la Chine.

## VERS DES POLITIQUES AFRICAINES GLOBALES EN MATIÈRE D'ENGAGEMENT EXTÉRIEUR

Les efforts déployés par la Chine pour intégrer les pays africains dans son giron géostratégique par le biais de BRICS Plus, de la GSI et d'autres plateformes de sécurité dirigées par la Chine ont des implications majeures pour les normes de sécurité intérieure, la gouvernance et l'autonomie stratégique de l'Afrique. Afin de préserver les intérêts africains, les décideurs politiques et les leaders d'opinion doivent évaluer de manière critique les risques et les opportunités que présentent de tels alignements en matière de politique intérieure et étrangère. L'adoption de processus d'évaluation systématiques et transparents peut favoriser la recherche de voies de sécurité compatibles avec les intérêts africains en matière de non-alignement, de durabilité et de gouvernance centrée sur les citoyens.